



# **DANS LE BASSIN DE DECAZEVILLE COMME AILLEURS TOUS ENSEMBLE CONTRE LA LIQUIDATION DES USINES ET DES SERVICES PUBLICS**

Les deux principales usines de l'Aveyron sont la cible des plans patronaux. avec l'annonce de Bosch de vouloir supprimer 750 emplois dans l'usine d'Onet Le Château et les menaces qui continuent de peser sur l'usine de la SAM. En même temps les services publics comme ceux de la Poste sont attaqués. Comble du cynisme, la pandémie du coronavirus est utilisée pour aggraver les coups contre nous toutes et tous.

Depuis quelques semaines les représentants du gouvernement Macron ont pris un abonnement pour aller à Rodez et proposer des rustines qui laissent le champ libre aux patrons. La ministre de l'industrie a reçu la réponse qu'il fallait à Rodez vendredi dernier, les manifestants lui criant en face à face leur colère. Oui c'est le gouvernement qui est responsable et coupable !

Le gouvernement a les moyens d'agir mais il n'en a pas la volonté. La petite augmentation des promesses de commandes de Renault est le résultat d'une instruction du gouvernement en conséquence de la mobilisation des salariés.

Renault et PSA, dont l'État est actionnaire, laissent crever les entreprises aveyronnaises ; Des usines aveyronnaises aux fonderies de Bretagne et du Poitou toutes deux dépendant de Renault, et à l'usine PSA de moteurs à Douvrin dans le Nord, l'attaque dépasse le cadre du seul diesel pour attiser restructurations et concurrence entre tous sites liés à la fabrication de moteurs pour l'automobile. La quête de repreneurs, usine par usine, est dans cette situation est un leurre qui laisse la main libre au marché capitaliste incapable de créer des emplois stables alors qu'il y a tant de besoins à satisfaire et d'activités nouvelles possibles.

Ici dans le bassin de Decazeville une première convergence effective des luttes s'organise. En même temps que la mobilisation pour l'emploi à la SAM, les services postaux de la commune voisine d'Aubin sont en grève avec un soutien massif de la population, des usagers se relayant chaque jour pour aider au blocage des distributions et un collectif largement unitaire « Tous ensemble » soutient ces initiatives.

Solidarité avec les travailleurs de Bosch et de la SAM aujourd'hui en situation de légitime défense ! Il y a quelques décennies, autour des grèves du bassin de Decazeville, toute une population s'était dressée contre l'injustice. La venue à l'époque en Aveyron des sites industriels aujourd'hui menacés de liquidation est un produit de ces mobilisations historiques. Le chemin pour gagner c'est celui du Tous Ensemble

# EN AVEYRON À MILLAU COMME DANS TOUTE LA FRANCE LE THÉÂTRE EST OCCUPÉ

Le Théâtre de la Maison du Peuple est occupé par le collectif des non essentiels, le collectif des intermittents de l'Aveyron et la convergence des luttes depuis le lundi 15 mars « C'est ici que sont nés les congés payés avant de s'étendre à toute la France et avec le mouvement des gantiers les prémices des mutuelles. Ici, symboliquement à la Maison du Peuple, nous désirons construire ensemble le monde dans lequel nous voulons vivre demain ».

Les occupations de lieux culturels se multiplient dans l'ensemble des villes : déjà plus d'une cinquantaine de théâtres, salles de spectacle, voire cinémas, où l'on se réunit dans le cadre d'« agoras » (assemblées générales ouvertes) pour élaborer des plateformes revendicatives et débattre des modalités d'organisation de la lutte. Celles et ceux qui font la culture doivent pouvoir décider de manière démocratique leurs besoins, et comment on ouvre les lieux culturels !

Si la question de la réouverture de ces lieux (jugés non essentiels par ce gouvernement) est la seule exigence relayée par les médias, c'est bien le retrait de la contre-réforme de l'assurance chômage, que souhaite imposer le gouvernement pour le 1<sup>er</sup> juillet, qui est la revendication centrale du mouvement. Au-delà de la culture, cette attaque sans précédent va toucher l'ensemble du monde du travail et se traduire par une baisse drastique des allocations pour celles et ceux que l'on prive d'emploi.

## UN PLAN D'URGENCE CONTRE LA CRISE MAINTENANT !

Dans le monde capitaliste, on ne partage pas, on s'approprie au nom du profit. Alors que la vaccination est un enjeu central de la lutte contre la pandémie, la concurrence des laboratoires de Big Pharma conjuguée à celle des États constituent un frein majeur à l'extension des traitements, provoquant une pénurie de vaccins à l'échelle mondiale. Une pénurie mortelle pour les populations concernées mais qui arrange les firmes, car elle leur permet de faire monter les prix.

Pour faire face à l'épidémie, il faut faire du vaccin un bien commun de l'humanité, en commençant par interdire les brevets comme le propose une pétition de milliers de personnes.

Pour faire face à la crise économique, il faut interdire les suppressions de postes, partager le temps de travail sans perte de salaire pour supprimer le chômage, garantir un pré-salaire d'autonomie pour les jeunes, annuler les dettes publiques et des ménages, mettre fin aux discriminations et garantir l'égalité entre toutes et tous quelle que soit notre origine, notre genre, notre sexualité...

Voilà ce que les organisations du mouvement ouvrier - syndicats, associations, forces politique - pourraient défendre, dans les luttes, dans les élections, ou en construisant des assemblées populaires dans les quartiers et sur les lieux de travail, d'étude, de vie... C'est ce que porte le NPA, pour faire face à la crise du capitalisme et construire une autre société, toutes et tous ensemble !

20 mars 2021

*Pour prendre contact avec le NPA*

*Envoyez vos coordonnées par courrier à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil*

*Ou par mail à : [contact@npa2009.org](mailto:contact@npa2009.org) ou bien à [npavillef@gmail.com](mailto:npavillef@gmail.com)*

*Nom: ..... Prénom: ..... Ville: .....*

*Tél.: ..... Mail: .....*

IPNS Ne pas jeter sur la voie publique